

Royaume-Uni

« My neighbour is rich »¹

Grâce à une politique économique efficace portant sur la flexibilité du travail et sur des mesures de retour à l'emploi ciblées et fortement aidées, le Royaume-Uni est depuis 2000 en situation de plein-emploi voire de sur-emploi³. Le ralentissement attendu par les économistes a eu lieu cette année, il est toutefois plus atténué que prévu.

Un ralentissement à nuancer

Les prévisions annonçaient que la France ferait aussi bien, voire mieux que le Royaume-Uni en terme de croissance en 2006⁴ or, l'écart entre les deux pays s'est à peine réduit par rapport à 2005 : 2,2% de croissance pour la France contre 2,75% pour le Royaume-Uni. Le Pib par habitant, qui représentait 75% de celui de la France en 1980, atteint cette année les 110%, soit un supplément de richesse de 2 400 euros par personne. Avec une population inférieure de 2,5 millions d'habitants, le Royaume-Uni génère donc désormais annuellement 76 milliards d'euros de plus que la France !

La hausse du taux de chômage au dernier semestre 2006 (5,6%) ne remet pas en cause la solide assise économique du pays. D'une part, ce taux reste très bas en comparaison des autres économies européennes (8,9% en France, 10,6% en Allemagne). D'autre part, cette hausse du taux de chômage traduit surtout l'accroissement significatif de la population active lié à l'arrivée de 300 000 immigrants en provenance des nouveaux États membres de l'Union européenne⁵. Même si le gouvernement britannique aurait souhaité que le flux soit de l'ordre de 100 000, cette arrivée de main-d'œuvre est considérée comme un avantage concurrentiel à terme. Enfin, tous les chefs d'entreprise sont unanimes : la politique des ressources humaines reste un objectif prioritaire au Royaume-Uni. La difficulté de retenir la main-d'œuvre et la volatilité des salaires sont toujours de réelles préoccupations pour les recruteurs.

La société britannique est donc confiante en l'avenir, forte d'un modèle économique et social s'attachant à trouver le meilleur équilibre possible entre flexibilité, plein-emploi et redistribution sociale. Grâce à un environnement pro-entreprises et une politique active de création de richesses, le Royaume-Uni est encore aujourd'hui dans une position enviable.

Plus de richesses... et donc d'emplois

La volonté de créer davantage de richesses et d'emplois se manifeste aussi dans le financement des PME au Royaume-Uni. Car là-bas, comme en France, il est admis que la création d'emplois provient des PME. L'aide à la création et à la croissance de ces PME est donc vitale pour l'économie. L'analyse britannique est que les PME dépendent essentiellement d'incubateurs et d'investisseurs individuels (*Business Angels*). Il existe outre-Manche un réseau de 50 000 *Business Angels*, représentant un potentiel d'investissement de 7 milliards d'euros contre 4 000 en France, pour un potentiel de 280 millions d'euros. Le manque à gagner estimé est de 100 000 emplois non créés par an, faute de capitaux à investir dans l'entreprise. Force est de constater qu'il existe en France un trou d'investissement entre le financement de proximité de la famille et des amis et le capital-risque formel qui intervient plus tard, quand l'entreprise est déjà établie.

Pour inciter les investisseurs privés à placer leur argent dans l'entreprise, le gouvernement britannique a aménagé un certain nombre de mesures de défiscalisation. Un investisseur individuel britannique peut ainsi bénéficier d'un dégrèvement fiscal de 30% au titre des VCTs (*Venture Capital Trust*), à condition que l'investissement annuel n'exécède pas 200 000 livres (297 000 euros). Cette politique a porté ses fruits : 500 millions de livres ont été levés en 2005. Résultat : au

En 1993, la France et le Royaume-Uni avaient un taux de chômage quasiment équivalent, à plus de 10%.²

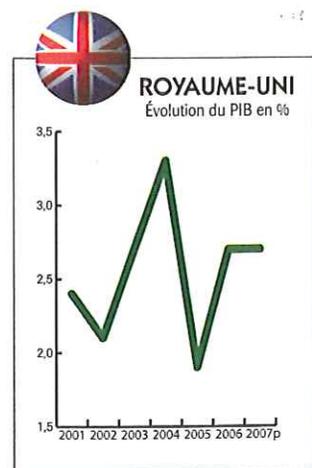
1) Titre du dernier rapport du Cercle d'outre-Manche, cercle de réflexion co-fondé par Arnaud Vaissié et Pascal Boris. Rapport disponible sur www.cercledoutremanche.com.

2) France : 12%, Royaume-Uni : 10,5%.

3) Taux de chômage inférieur à 5% entre 2000 et 2005.

4) Prévisions de croissance en France pour 2006 : 2,25 à 2,7%.

5) Le Royaume-Uni n'a pas institué de moratoire à la libre circulation des travailleurs de l'Europe de l'Est.





Royaume-Uni, deux fois plus de nouvelles entreprises voient le jour chaque année, et surtout leur taille, dix ans après leur démarrage, est plus de 7 fois supérieure à celle des nouvelles entreprises françaises ayant démarré au même moment.

S'inspirant de cette bonne pratique, la France

Le bilan des années Blair est d'avoir permis au Royaume-Uni de créer des richesses en amont pour mieux redistribuer en aval.

vient de créer un statut de *Business Angels*, sous la forme d'une société par action simplifiée regroupant au minimum 4 investisseurs. Ces derniers bénéficieront d'une réduction d'impôt à l'entrée, à hauteur de 25% des sommes investies. Cette mesure va dans le bon sens, mais elle semble insuffisante. D'une part elle rajoute une couche supplémentaire au mille-feuilles des statuts juridiques et, d'autre part, elle prévoit un plafond trop bas par rapport à ce que font les Britanniques. La réduction d'impôt s'applique, pour ces derniers, dans la limite de 300 000 euros investis, alors que le plafond est en France de 20 000 euros pour une personne seule et de 40 000 euros pour un couple établi.

Mieux redistribuer dans le contrat social

Le Royaume-Uni est revenu de la rigueur budgétaire de l'ère Thatcher. Depuis 2000, il est le pays européen qui connaît la plus forte croissance de la dépense publique : de 23% du Pib dans les années 1980 à 37% en 2000, elle devrait se situer aux alentours de 45% pour 2007 - part équivalente à la dépense publique allemande (46,7%). Les gouvernements travaillistes ont investi massivement dans les services publics (santé, éducation, transports). Grâce à la mise en place d'allocations aux familles les plus démunies, depuis 1997, les 10% des ménages les plus pauvres se sont enrichis plus vite que la moyenne de la population (+10,8%), tandis que les 10% des plus riches se sont appauvris de 4,4%. Enfin, il convient de relever que le salaire minimum britannique (*Minimum wage*), mis en place en 1999, a quasiment atteint cette année le montant du Smic (7,93 euros de l'heure au Royaume-Uni contre 8,27 euros de l'heure en France).

Il y a deux ans, le modèle britannique était, au mieux, considéré avec suspicion par l'opinion publique française, quand il n'était pas rejeté avec mépris. Aujourd'hui, de nombreuses mesures introduites en France sont d'inspiration britannique sans l'avouer : les Maisons de l'emploi, la flexibilité du travail proposée par le CPE, le nouveau débat autour de la réforme du code du travail et du dialogue social direct entre entreprises et syndicats sans intervention gouvernementale, ou encore la création récente d'un statut de société *Business Angels*. À 2 heures 30 d'Eurostar de Paris, l'optimisme et le consensus règnent. Le bilan des années Blair (1996 - 2007) est d'avoir permis au Royaume-Uni de créer des richesses en amont - grâce à une politique pro-business - pour mieux redistribuer en aval - à travers une augmentation massive dans la dépense publique. N'est-ce pas le rêve français ? Au fond, une bonne politique économique et sociale n'est ni de droite ni de gauche : « ce qui compte c'est ce qui marche »¹. ●

*Arnaud Vaissié, président de la section des CCE au Royaume-Uni, PDG International SOS
Pascal Boris, CCE, président de la CCFGB, DG BNP Paribas UK*

1) Tony Blair, discours à l'Assemblée nationale, 24 mars 1998.

